

**Patrick-Yves Badillo**

*École de journalisme et de communication de Marseille, université d'Aix-Marseille II,  
Laboratoire de recherche sur les médias, l'information et la connaissance*

**Serge Proulx**

*École des médias, faculté de communication, université du Québec à Montréal,  
Groupe de recherche sur les usages et cultures médiatiques*

## **MONDIALISATION DE LA COMMUNICATION, À LA RECHERCHE DU SENS PERDU**

La mondialisation de la communication plonge ses racines dans une pensée philosophique et économique remontant aux écrivains du siècle des Lumières et à l'économie classique. Dès 1833, E. G. Wakefield, auteur d'un ouvrage de référence sur la colonisation, éditeur d'Adam Smith et l'un des fondateurs du Commonwealth, écrivait : «Le monde entier est devant vous». Il signifiait ainsi que le système économique capitaliste disposait grâce aux colonies d'une possibilité de croissance presque sans limite. Le système capitaliste est par essence en expansion permanente. La mondialisation apparaît inhérente à la logique économique capitaliste<sup>1</sup>. La mondialisation de la communication constitue l'une des formes modernes revêtues par le capitalisme en évolution et à la recherche insatiable de cette expansion qui s'affirme d'abord au XIX<sup>e</sup>, puis au XX<sup>e</sup> siècle. La première partie de cet article soulignera que la mondialisation de la communication est un processus de longue période, caractéristique de l'histoire du capitalisme mais qui se structure d'un point de vue technologique tout au long du XX<sup>e</sup> siècle et qui prend corps véritablement avec le mouvement de déréglementation initié à partir de 1984. La deuxième partie du texte montrera que loin de l'uniformisation et du *village global*, la mondialisation est faite de dualités et de fractures.

## La longue marche de la mondialisation...

*Les fondements politiques, idéologiques et juridiques de la mondialisation.* Après l'hégémonie de l'Angleterre victorienne et les grands empires, puis la montée en puissance du capitalisme américain, au lendemain de la Seconde guerre mondiale se mettent en place, dès Bretton Woods, les fondements politiques et juridiques de la mondialisation contemporaine. La libre circulation commerciale, mais aussi celle des hommes, des idées et de l'information est inscrite comme pierre angulaire de nos démocraties par les grandes instances internationales. Tandis que la mondialisation industrielle s'affirme, s'amorce la mondialisation de la communication. Dans la mesure où le capital est une relation sociale – comme Wakefield aussi bien que Marx ont pu le noter – la logique communicationnelle du capitalisme est inscrite «dans ses gènes» pour ainsi dire. Le débat des années 1970 sur le Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC) préfigurait les discours sur la société de l'information et les actuels Sommets mondiaux sur la société de l'information (SMSI).

*Les ingrédients technologiques de la mondialisation.* La mondialisation est un processus de longue période inhérent au capitalisme. La mondialisation contemporaine de la communication se prépare d'un point de vue technologique dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, scandée par les grandes inventions (téléphone, cinéma, TSF, télévision, informatique, transistors, circuits intégrés, microprocesseurs, satellites, réseaux...). Le processus s'accélère avec l'apparition de la numérisation, dotée de quatre vertus selon F. Balle (2001, p. 215-216) : la qualité (altération minimale dans la transmission) ; l'efficacité (compression numérique) ; l'interactivité ; l'universalité (l'unicité du codage permet de combiner toutes formes de contenus sur des supports multiples). La numérisation rend possible la convergence technologique mais aussi économique : les frontières se dissipent entre acteurs de l'informatique, l'audiovisuel ou des télécommunications. Les opérateurs de télécommunication, les fabricants d'ordinateurs ou de logiciels, les éditeurs, les studios de cinéma et les réseaux de télévision peuvent aujourd'hui être considérés comme relevant d'une seule et même méga-industrie de l'information et de la communication ou encore de ce que l'Idate appelle le *DigiWorld*.

*Une formidable accumulation de capital : les TIC, une priorité mondiale d'investissement.* Lié aux technologies de l'information et de la communication, un stock énorme de capital s'est accumulé, constitutif d'une méga-industrie, notamment dans la mise en place des réseaux tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Qu'il s'agisse de plans d'investissement publics ou d'initiatives privées, la constitution des réseaux et la mise en place des technologies de l'information sont devenues une priorité mondiale : en 2000, l'Europe y consacre environ 18 % de son budget d'investissement (contre 30 % aux États-Unis). Il ne faudrait pourtant pas croire que ce processus est le fruit de mouvements spontanés. Depuis le début des années 1980, la mondialisation de la communication connaît une formidable accélération impulsée par la déréglementation américaine.

## **Du coup d'envoi formel de la mondialisation de la communication à son extension illimitée (1984-2005)**

«Aucune compagnie – et aucune économie nationale – n'échappera à la révolution des moyens de communication dont l'éclatement de la Bell est l'une des pierres d'angle.» A. Toffler (1985).

En germe dès l'origine du capitalisme, confortée tout au long de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, la mondialisation de la communication n'a cessé de s'intensifier. Le coup d'envoi formel de la mondialisation de la communication est donné en janvier 1984. La plus grande entreprise mondiale de son époque, American Telegraph and Telephone (AT&T), qui compte un million d'employés, est démantelée. L'événement est majeur, pour au moins trois raisons :

— c'est le démantèlement de la plus grande entreprise mondiale de son temps. Du jour au lendemain, des centaines de milliers d'employés se retrouvent dans des entreprises dont les noms, les stratégies et les objectifs changent ; AT&T abandonne en effet ses 22 Bell Operating Companies qui vont se regrouper en 7 sociétés locales indépendantes.

— c'est le début de la méga-industrie de l'information et de la communication. Au fil du temps, la réglementation s'assouplit de plus en plus et permet aux entreprises d'offrir toutes sortes de services. Dès 1991, le D.G. de Bell Atlantic, l'une des compagnies issues du démantèlement d'AT&T, indiquait qu'il fallait «être capable de fournir de l'information et des loisirs de toutes sortes, pour tout le monde, au moindre coût».

— le démantèlement d'AT&T est le signal de départ d'une nouvelle vague de libéralisme économique, visant en particulier les monopoles. British Telecom est démantelé en 1986, France Télécom change de statut en 1997. D'autres secteurs que les télécommunications sont aussi dérégulés, tels que le secteur aérien, l'électricité, les banques, les assurances. La concurrence devient la règle fondamentale, malgré l'émergence simultanée d'une nouvelle régulation (en France, l'Autorité de régulation des télécommunications, ART et le Conseil supérieur de l'audiovisuel, CSA).

Les effets du démantèlement sont immédiatement visibles. Les opérateurs américains de télécommunication s'emparent de différents réseaux : en Argentine, au Chili, en Russie, en Europe centrale. Les chiffres d'affaires des secteurs de la communication (télécommunications, audiovisuel, informatique) s'envolent ; les mouvements de concentration, de fusion et d'absorption sont incessants. Les deux décennies qui suivent le démantèlement d'AT&T sont celles de la généralisation de la déréglementation, de l'explosion des marchés et de bouleversements majeurs au sein des entreprises. Bien évidemment, l'essor d'Internet contribue à renforcer le multimédia et surtout à rendre mondiaux tous les services d'information et de communication.

## **Dualités de la mondialisation : les technologies sans l'information et sans la communication ?**

Plus que jamais, le monde entier est concerné par la nouvelle dynamique capitaliste. Mais, loin de l'uniformisation, la mondialisation capitaliste se construit autour de dualités et de fractures. Il n'y a pas de «tropisme technique» (Wolton, 2000, p. 196), mais une construction culturelle et sociale: «En un mot, le progrès technique dans la communication ne suffit pas à créer un progrès de la communication humaine et sociale» (p. IV). Rappelons d'abord, succinctement, les dualités et les fractures les plus connues comme la fracture numérique ou encore la dualité global/local qui conduisent certains acteurs vers la stratégie de la *glocalisation*.

*De la fracture numérique à la glocalisation...* Quelques chiffres illustrent l'ampleur des disparités dans l'accès aux technologies de l'information et dans l'usage des médias. Alors qu'aujourd'hui le PNB par individu dans des pays comme le Burundi ou l'Éthiopie est de 100 \$ (2005), on estime que le citoyen américain passe en moyenne plus de 10 h par jour et dépense près de 800 \$ par an pour être informé et profiter des possibilités des industries de l'*entertainment*. Alors que les ménages des pays développés sont équipés à plus de 90 % d'un poste de télévision, ils sont 3,5 % seulement en Afrique subsaharienne, selon l'Unesco. Dans les pays développés, de plus, l'écart entre les «info-riches» et les «info-pauvres» continue de s'accroître. En réalité, derrière cette idée de *glocalisation*, apparaît l'une des dualités marquantes de la mondialisation: elle provoque des fractures là où elle est censée favoriser l'équité. La mondialisation est susceptible de renforcer à la fois la valorisation de pratiques locales tout autant que la diffusion d'une culture globale. Cependant, la fracture numérique et la *glocalisation* ne sont que les dualités les plus connues, les parties émergées de l'*iceberg* de la mondialisation et de ses crevasses. Structurellement, la mondialisation se fonde sur des paradoxes et antagonismes.

## **Paradoxes économiques de la mondialisation**

*Une concentration de la recherche-développement.* La prégnance de la R et D est sans doute l'un des indicateurs les plus forts de la poussée de la méga-industrie de l'information et de la communication. En même temps, ce *push* technologique signifie l'accroissement des inégalités dans la production et l'offre de produits informationnels au niveau mondial. En effet, les industries des technologies de l'information et de la communication (TIC) concentrent une part élevée de la recherche-développement dans les pays développés. Là encore, les États-Unis sont en tête et creusent l'écart avec le Japon et l'Europe.

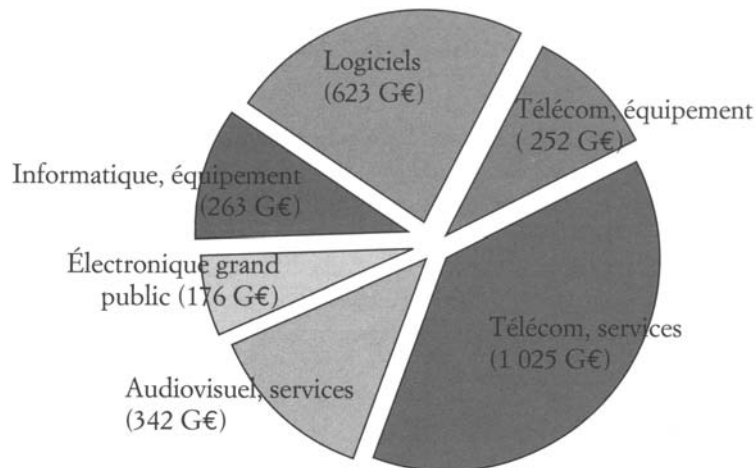
*Le secteur des TIC: une industrie lourde... mais des créations d'emplois légères?* Le secteur des TIC apparaît structurant pour l'économie mondiale. Avec la croissance du capital en TIC, comme le souligne

Ignacio Ramonet (2002, p. 25): «la communication est devenue une industrie lourde qu'on peut comparer à l'industrie sidérurgique de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ou à celle de l'automobile dans les années 1920: c'est le secteur où se font désormais les investissements les plus importants». Une nuance s'impose face à des chiffres qui tendent à faire des TIC le cœur d'une dynamique économique vertueuse: l'emploi dans les secteurs des TIC n'a pas progressé au même rythme que la productivité. La libéralisation des télécommunications s'est notamment traduite par un recul des effectifs.

*Une mondialisation des TIC inégalitaire: l'hégémonie des infrastructures technologiques.* Le cas américain pourrait faire croire que la solution aux problèmes économiques mondiaux réside dans la généralisation des TIC. Ce serait oublier la concentration des marchés des TIC: selon l'Idate, 70 % du DigiWorld est concentré au sein des pays de l'OCDE, et au sein de ces pays, les écarts sont grands: les États-Unis comptent pour près du tiers du marché mondial des TIC tandis que l'Europe pèse à peine plus du quart. L'Europe est, d'une manière générale, beaucoup moins spécialisée dans les TIC que les États-Unis: «Si la contribution des TIC à la croissance est plus de deux fois plus forte aux États-Unis qu'en France, c'est donc principalement parce que le volume de capital en TIC y est deux fois plus élevé» (Curien et Muet, 2004, p. 16).

Le Digiworld passe de 2,2 à 2,7 mille milliards de dollars de 2000 à 2005 (à comparer avec les 1,7 mille milliards de dollars auquel s'élève le PNB total de l'ensemble des pays d'Amérique latine et des Caraïbes en 2002; à comparer avec les 65 milliards de dollars, montant total de l'aide au développement dans le monde [source: Banque mondiale, 2004]). Le graphique ci-dessous illustre le poids considérable des télécommunications dans l'ensemble de la méga-industrie des TIC.

**Répartition du marché des TIC: le «Digiworld» en 2005 (source: Idate)**



*Des technologies sans information et sans communication.* Derrière les TIC, ce sont surtout les télécommunications qui sont au cœur de la mondialisation de la communication, du moins d'un point de vue économique. Les télécommunications représentent la moitié des marchés mondiaux du DigiWorld (selon l'Idate). Après le démantèlement d'AT&T, d'amples réorganisations industrielles ont marqué les télécommunications, d'où ont émergé à nouveau de grands opérateurs : par exemple, Verizon Communications (issu de la fusion entre GTE et Bell Atlantic, qui avait acheté l'une des 7 entreprises créées en 1984) et AT&T (issu du rachat de l'historique AT&T par SBC, héritière de 2 compagnies créées en 1984). En outre, l'explosion des mobiles et le développement d'Internet modifient profondément la demande de services et, par contrecoup, les sources de revenus des entreprises. La concurrence se joue désormais entre différents modes de transmission de la voix, des données, des images à partir de technologies diverses et à un niveau mondial.

Les médias y ont un poids économique relativement faible. En effet, les écarts sont de 1 à 100 parmi les groupes les plus importants du secteur de la communication (entreprises de télécommunications, grands groupes de médias et câblo-opérateurs). Les groupes relevant du monde des médias y sont en position très inférieure. Ainsi, c'est General Electric qui est en tête du point de vue du chiffre d'affaires total et du bénéfice net, et d'autres groupes venant des télécommunications sont bien placés (Verizon, Deutsch Telekom, SBC). Certes, les activités de telles entreprises restent encore marquées par leur secteur d'origine, mais la diversification qui accompagne la concentration laisse entrevoir des perspectives beaucoup plus poussées de modification des frontières traditionnelles et les entreprises ayant les plus grandes capacités financières sont évidemment mieux placées. La très mauvaise situation financière de grands groupes médiatiques comme AOL, Vivendi Universal, NewsCorporation contraste avec les potentialités globales de groupes aux activités moins tournées vers les médias pour l'instant.

## **Une concentration des médias à l'échelle mondiale**

«Nous passons, avec armes et bagages, dans l'ère de la communication universelle. Des discours plus prudents ou frileux peuvent bien être tenus par ceux qui redoutent les conséquences de cette mutation : ils n'ont pas pris sur elle, et ils seront contraints demain, faute d'avoir anticipé les bouleversements en cours, à des révisions déchirantes.» (H. Bourges, président de l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française, 2001).

Au cœur de la méga-industrie de l'*infotainment*, la déréglementation a d'abord concerné les télécommunications. C'est maintenant dans les médias que s'effectue le processus accéléré de concentration accompagnant la mondialisation. Dans le cas des États-Unis, la dérégulation des médias a été un processus plus tardif que celui des télécommunications, suscité par le Telecommunications Act de 1996 et par les nouvelles règles en matière de propriété édictées en juin 2003 par la Federal Communications Commission (FCC). L'assouplissement de la réglementation ne peut que renforcer le

processus de concentration. Au début des années 1980, aux États-Unis, l'essentiel des médias grand public est dominé par 50 groupes, contre seulement 6 en 2004 : Time Warner (incluant AOL), Disney, Viacom, NewsCorp, Bertelsmann, et General Electric. Le chiffre d'affaires de ce dernier, toutes activités confondues, est de 153 milliards de dollars ; à titre de comparaison, le chiffre d'affaires du premier groupe français dans les médias, le groupe Lagardère, est de 13 milliards d'euros (2004). Les écarts sont considérables et donnent une idée des mutations potentielles en cas de déréglementation de certains marchés médiatiques, notamment européens.

Un autre signe fort d'inégalité dans la mondialisation de la communication est l'écart entre l'information supposée rentable et les autres formes d'information. Ainsi, l'information économique et financière constitue le créneau le plus rentable dans le domaine de l'information payante. Plus de 90 % des recettes de l'agence Reuters – la première agence de presse dans le monde avec un chiffre d'affaires de 3,5 milliards d'euros et 10 000 employés – proviennent des informations économiques et financières (en particulier les cours des marchés financiers) alors que la plupart des services fournis par cette agence aux médias sont déficitaires.

## **À la recherche du sens perdu...**

Avec l'explosion des technologies de l'information et de la communication à l'échelle planétaire, on a pu croire naïvement que l'augmentation des débits sur les réseaux aurait des effets sur la démocratie. Or, si l'essor de la « société de l'information » est une affaire de développement des infrastructures de télécommunications, les enjeux sont désormais la connaissance partagée et l'intelligence collectivement distribuée. Il est nécessaire de prendre en compte la nature du jugement impliqué dans les processus complexes de production et de construction des connaissances. Les acteurs humains agissent souvent dans un cadre où l'information est tacite. L'explicitation de la connaissance suppose que l'information soit mise en contexte en regard de l'utilisateur humain qui cherche à s'approprier l'information. La notion de *connaissance* – évoquée de plus en plus souvent aujourd'hui à travers les vocables de « gestion des connaissances », de « société de la connaissance » ou d'« économie de la connaissance » – implique que l'on insiste conceptuellement sur la différence entre les termes d'information et de connaissance. Pour faire court : l'effet de connaissance chez un individu advient au moment où une information est appropriée (intériorisée) par un sujet.

Dans ce contexte d'« infobésité », l'essor des technologies de communication, de même que les nombreux discours sur la société dite « de l'information et de la connaissance », ont contribué à jeter un voile sur le rôle crucial des médias et des journalistes. Cette situation a provoqué l'oubli d'une préoccupation éthique essentielle : la qualité de l'information. Les problèmes liés aux équipements de communication se sont substitués progressivement au questionnement de ce qui fait sens. L'abondance d'informations et l'absence d'attention (H. Simon) sont devenues la règle. Or, si la diffusion de plus en

plus fluide et à une large échelle de l'information constitue un point fort de l'informatisation des sociétés, le risque de voir la désinformation se propager à une vitesse et à une échelle jamais vues n'est pas moindre. Nous voilà face à un paradoxe et à des ordres de grandeur totalement différents de ce que nous avons connu jusque-là.

#### NOTE

1. Certains arguments présentés ici se fondent aussi sur P.-Y. BADILLO et D. BOURGEOIS, *Innovation, information et communication*, ouvrage en cours de publication.

#### RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BALLE, F., COHEN-TANUGI, L., *Dictionnaire du Web*, Paris, Dalloz, 2001.

BANQUE MONDIALE, *World Development Indicators*, Washington DC, Mars 2004.

BOURGES, H., «Mondialisation, communication et identité culturelle», intervention dans le cadre de l'université de la Communication de la Caraïbe, Trinité, Martinique, 19 avril 2001; [[http://www.presse-francophone.org/UIJPLF/uijplf\\_BourgesCaraibe.htm](http://www.presse-francophone.org/UIJPLF/uijplf_BourgesCaraibe.htm)].

CURIEN, N., MUET, P.-A., *La Société de l'information*, Conseil d'analyse économique, Paris, La Documentation française, 2004.

IDATE, *Digiworld 2005, les enjeux du monde numérique*, Paris, Dunod, 2005.

OCDE, *Rapport de l'OCDE*, Paris, 2002.

RAMONET, I., «Les seigneurs des réseaux», *Le Monde diplomatique*, mai 2002, p. 25.

TOFFLER, A., *S'adapter ou périr*, (1985); traduction française, Paris, Denoël, 1986.

WOLTON, D., *Internet et après ? Une théorie critique des nouveaux médias*, Paris, Flammarion, 2000.